

L'essentiel des marchés financiers

Troisième trimestre 2026



**Banque Cantonale
de Fribourg**

Sommaire

Faits marquants du trimestre	4
Performances au 30.09.2026	5
L'économie et les marchés résistent, les incertitudes persistent	6
Coup de projecteur	9
Des taux longs élevés : une nouvelle réalité pour les obligations d'Etat	
Positionnement actuel de la BCF et perspectives	11
Disclaimer	12

L'essentiel des marchés financiers

Troisième trimestre 2026

Faits marquants du trimestre



Économie helvétique

Dynamique toujours favorable



Banques centrales

Inflation sous surveillance et tensions sur les taux



Marchés actions

Les fondamentaux résistent aux incertitudes géopolitiques



Prix du pétrole

Retour à des niveaux élevés

Dans notre dernier éditorial, nous évoquions parmi les risques susceptibles d'influencer les marchés une remontée durable des taux d'intérêt à long terme. Les derniers mois ont partiellement confirmé cette possibilité, les rendements obligataires ayant accéléré leur progression dans la plupart des grandes économies.

Pour autant, l'économie mondiale a continué de faire preuve d'une résilience remarquable. Malgré les tensions géopolitiques, le renchérissement de l'énergie et un environnement monétaire plus exigeant, l'activité économique est restée globalement bien orientée et les entreprises ont démontré une solide capacité d'adaptation.

La remontée rapide et marquée des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis et en Europe nous rappelle égale-

ment qu'un investisseur ne doit pas seulement se préparer au scénario le plus probable, mais aussi à ceux qui le sont moins. Les événements extrêmes sont par nature difficiles à anticiper, mais leurs conséquences peuvent être considérables lorsqu'ils surviennent.

Cette coexistence entre résilience économique et risques persistants nous conforte dans l'idée qu'une stratégie d'investissement ne doit pas reposer sur un scénario unique. Notre approche privilégie la robustesse des portefeuilles, au travers d'allocations capables de résister à des environnements variés grâce à la diversification et à une gestion disciplinée des risques.



Julien Yerly

Responsable Investment Office

L'essentiel des marchés financiers

Troisième trimestre 2026

Performances au 30.09.2026

Indice de référence	Devise	Cours au 30.09.2026	Performance trimestrielle monnaie locale	Performance trimestrielle CHF	Performance annuelle monnaie locale	Performance annuelle CHF
SMI	CHF	13 830	-2,42 %	-2,42 %	7,5 %	7,5 %
SPI	CHF	19 612	-2,0 %	-2,0 %	7,6 %	7,6 %
Stoxx 600	EUR	635	-0,6 %	1,9 %	10,2 %	12,1 %
S&P 500	USD	7 652	2,3 %	5,6 %	12,7 %	18,6 %
Nasdaq 100	USD	30 409	0,6 %	3,9 %	21,0 %	27,3 %
Nikkei 225	JPY	66 754	-4,1 %	2,4 %	34,5 %	41,2 %
MSCI Emerging Markets	USD	1 705	-0,4 %	2,9 %	23,5 %	30,0 %
MSCI World	USD	4 903	2,0 %	5,3 %	12,1 %	18,0 %
Swiss Bond Index	CHF	137	-1,7 %	-1,7 %	-1,0 %	-1,0 %
SXI Real Estate	CHF	583	-3,8 %	-3,8 %	-3,0 %	-3,0 %
Once d'or	USD	4 157	3,7 %	7,3 %	-3,7 %	1,5 %
Pétrole (Brent)	USD	104	42,0 %	46,6 %	70,1 %	79,1 %
Bitcoin	USD	83 621	42,6 %	47,4 %	-4,6 %	0,6 %
EUR/CHF	-	0,9469	2,56 %		1,74 %	
USD/CHF	-	0,8358	3,39 %		5,45 %	
GBP/CHF	-	1,1087	3,42 %		3,82 %	

Source : Bloomberg Finance L.P.

Revue des marchés

Troisième trimestre 2026

L'économie et les marchés résistent, les incertitudes persistent

Au cours du trimestre écoulé, les marchés financiers ont évolué dans un environnement marqué par un contraste saisissant entre la résilience de l'économie mondiale et le maintien de plusieurs foyers d'incertitude géopolitique. Alors qu'un apaisement et un accord semblaient se dessiner au début de l'été concernant le conflit au Moyen-Orient, la reprise des hostilités a rapidement ravivé les inquiétudes des investisseurs. Les tensions persistantes autour du détroit d'Ormuz ont notamment perturbé le trafic maritime international et contribué à une nouvelle hausse des prix de l'énergie, rappelant que les facteurs géopolitiques demeurent un élément déterminant de l'évolution des marchés.

Dans ce contexte, l'économie suisse a néanmoins confirmé sa résilience. La croissance économique a fortement accéléré au deuxième trimestre 2026, enregistrant sa progression trimestrielle la plus élevée depuis 2021, portée principalement par le rebond de l'industrie chimique et pharmaceutique ainsi que par la bonne tenue du secteur des services. De plus, les indicateurs avancés témoignent d'une amélioration soutenue dans l'industrie manufacturière. La forte progression de l'indice PMI des directeurs d'achat en août reflète une accélération des commandes et de la production, tandis que les entreprises font état d'une amélioration graduelle des perspectives d'emploi. Cette dynamique s'inscrit dans une conjoncture où les pressions inflationnistes et les coûts de production apparaissent contenus, malgré certaines tensions dans les chaînes d'approvisionnement.

L'inflation suisse demeure modérée, bien que le renchérissement récent du pétrole ait provoqué une légère remontée des prix à la consommation. En août, elle s'est établie à +0,8 % en glissement annuel et à +0,4 % par rapport au mois précédent. Face à cette hausse des prix toujours contenue, la Banque nationale suisse a par ailleurs décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 0 %, estimant que sa politique monétaire demeure appropriée pour garantir la stabilité des prix et soutenir l'activité économique. En Europe et aux États-Unis, les perspectives d'inflation restent plus incertaines. Les banques centrales continuent d'observer avec attention l'impact des coûts énergétiques sur l'évolution future des prix, alors que la consommation des ménages et l'activité économique conservent une trajectoire globalement favorable. Cette situation place les autorités monétaires dans une phase particulièrement délicate.

En effet, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine ont resserré leur politique monétaire en relevant leurs taux directeurs de 25 points de base. De manière générale, investisseurs et économistes considèrent que le cycle monétaire entre dans une phase charnière, où les décisions futures dépendront davantage de l'évolution des données économiques que d'une trajectoire prédéfinie. Cette incertitude contribue à maintenir une certaine volatilité sur les marchés financiers.

Sur le marché obligataire, la visibilité est restée plus limitée. La persistance des interrogations liées à l'inflation a favorisé une remontée des taux dans plusieurs régions du monde. Aux États-Unis, le taux à 10 ans se situe au-dessus de 5 %, un niveau jamais atteint depuis près de deux décennies. Dans ce contexte, la gestion de la durée et la sélectivité du crédit conservent toute leur importance.

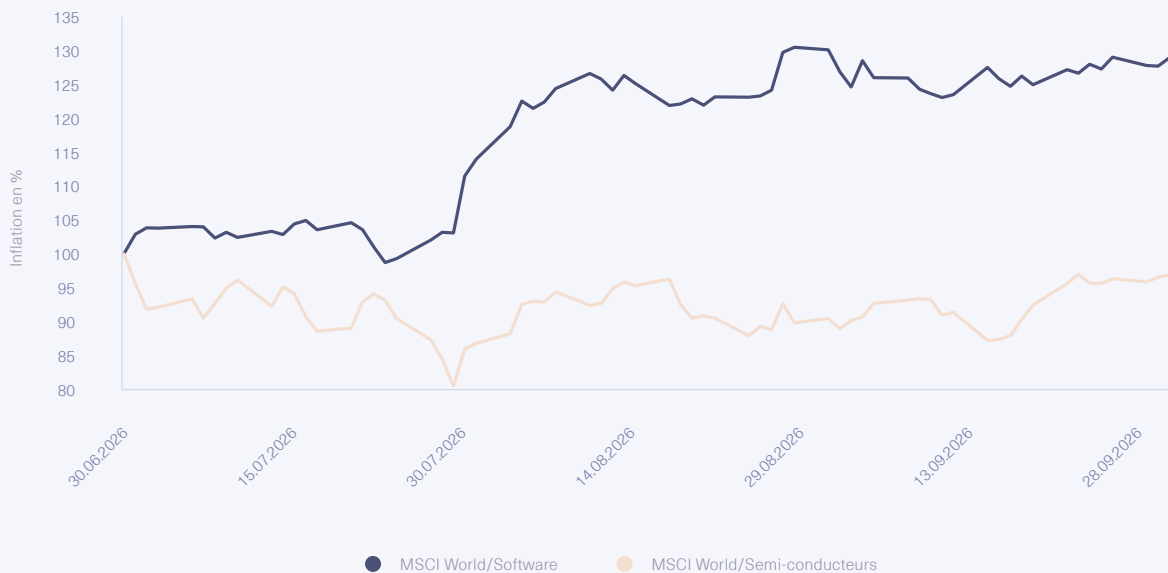
Malgré ces conditions exigeantes, le marché des actions a fait preuve de résilience. Les entreprises ont encore profité d'une demande relativement robuste et d'une stabilisation progressive des conditions économiques. Les publications de résultats ont globalement confirmé la solidité du tissu économique, de nombreuses sociétés affichant des bénéfices supérieurs aux anticipations du marché et des perspectives demeurant favorables. Les investisseurs ont ainsi privilégié les fondamentaux des sociétés plutôt que les risques à court terme, permettant aux principaux marchés boursiers de maintenir une orientation constructive.

Au sein du secteur technologique international, les valeurs liées aux logiciels ont pris l'avantage sur les semi-conducteurs ce trimestre. Alors que les acteurs du software ont à leur tour bénéficié de la transformation numérique des entreprises et de l'intégration croissante de l'intelligence artificielle, les fabricants de semi-conducteurs ont marqué une pause après les solides performances enregistrées ces derniers trimestres. Cette rotation sectorielle, illustrée ci-contre, témoigne de l'évolution des préférences des investisseurs au sein même de l'univers technologique.

Revue des marchés

Troisième trimestre 2026

Rotation sectorielle : les logiciels prennent le relais des semi-conducteurs

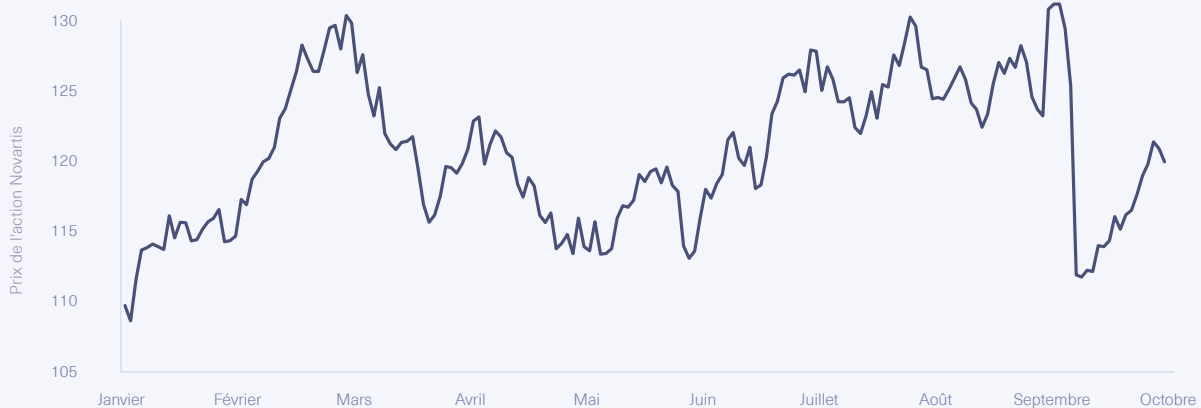


Source : Bloomberg Finance L.P.

Sur le marché helvétique, l'événement marquant du trimestre a été le recul journalier record de près de 11 % de la société Novartis en date du 8 septembre. Cette baisse est la conséquence de trois échecs significatifs enregistrés au début du mois de septembre par le groupe bâlois dans le cadre d'essais cliniques avancés. Ce recul a effacé près de 28 milliards de francs suisses

de valeur boursière, soit l'équivalent de la capitalisation boursière d'un laboratoire pharmaceutique européen de taille moyenne à grande. La réaction initiale des investisseurs semble particulièrement disproportionnée puisque l'action s'est bien reprise et affiche tout de même une performance annuelle de 9.45 % comme le démontre le graphique ci-dessous.

Une année 2026 volatile pour Novartis



Source : Bloomberg Finance L.P.

Revue des marchés

Troisième trimestre 2026

Les matières premières ont conservé leur place centrale dans les débats économiques. Le pétrole a continué d'évoluer à des niveaux élevés, influencé par les risques pesant sur l'approvisionnement mondial en raison des tensions au Moyen-Orient. Le franchissement du seuil symbolique des 100 dollars par baril a ravivé les préoccupations liées à l'inflation mondiale. Face aux nombreuses incertitudes, l'or a une nouvelle fois démontré son rôle de stabilisateur au sein des portefeuilles au cours du dernier trimestre. Les achats des banques centrales, en particulier celles de la Pologne et de la Chine, ont soutenu le cours du métal jaune durant l'été. Plus largement, son statut de valeur refuge a renforcé l'intérêt des investisseurs à la recherche de diversification et de protection contre les risques géopolitiques et monétaires.

Enfin, parmi les actifs alternatifs, le bitcoin a enregistré une progression notable au cours de la période. L'amélioration du sentiment des investisseurs envers les actifs numériques, associée à plusieurs déclarations favorables du président Donald Trump à l'égard du secteur, a contribué à renforcer l'intérêt pour cette classe d'actifs. Bien que sa volatilité demeure élevée, la cryptomonnaie a continué d'attirer des investisseurs à la recherche d'opportunités de diversification, dans un environnement où chacun reste à l'affût de nouvelles sources de performance.



Lionel Pittet
Portfolio Manager

Coup de projecteur

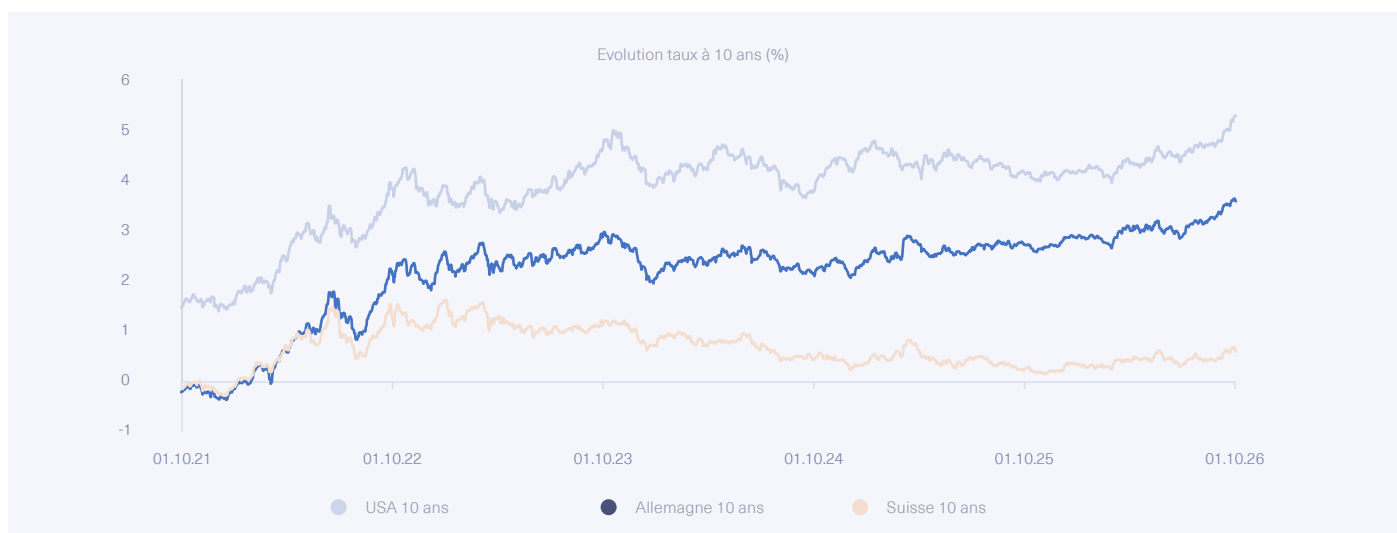
Troisième trimestre 2026

Des taux longs élevés : une nouvelle réalité pour les obligations d'Etat

Durant ce troisième trimestre 2026, les taux obligataires sont redevenus l'un des principaux sujets pour les investisseurs. Dans plusieurs économies, les taux longs – qui influencent le coût du crédit, les marchés financiers et les stratégies d'investissement à travers le monde – ont atteint des niveaux que l'on n'avait plus observés depuis des décennies. Après des années de politiques monétaires ultra-accommodantes, marquées par des taux historiquement bas, le paysage semble être en train de changer. L'inflation persistante, les tensions géopolitiques et les défis budgétaires ont redessiné les attentes des investisseurs, poussant les rendements obligataires vers des niveaux que beaucoup pensaient disparus.

Aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans s'établit à 5.28 % à fin septembre 2026, un niveau qui reflète une hausse de 1.20 point de pourcentage depuis un an. Cette progression n'est pas le fruit du hasard. Elle est le résultat d'une conjonction de facteurs qui ont influencé les marchés obligataires américains. Depuis le début de l'année, l'inflation refuse de redescendre durablement vers l'objectif de 2 % de la Fed. Les tensions sur les prix, notamment liées à la flambée des cours du pétrole – alimentée par les conflits au Moyen-Orient – ont maintenu les anticipations inflationnistes à un niveau élevé. Mais la progression des taux réels suggère que l'inflation n'est pas le seul facteur à l'origine de cette dynamique. Dans le même temps, l'économie américaine a montré une résilience surprenante. Les données sur l'emploi, supérieures aux

anticipations, ont confirmé que le marché du travail reste robuste. Les bénéfices élevés des entreprises, battant pour la plupart le consensus, ont confirmé la solidité de l'économie et ancré les attentes d'une croissance résiliente. Ces facteurs alimentent les taux élevés actuels et ternissent les espoirs de voir ces taux redescendre prochainement. Mais ce n'est pas tout. Les mouvements observés ces derniers temps sur les taux longs semblent également avoir été alimentés par un troisième facteur : la prime de terme, c'est-à-dire la rémunération supplémentaire exigée par les investisseurs pour compenser l'incertitude liée à l'immobilisation de leur capital sur une longue période. Cette prime a probablement été renforcée par les inquiétudes concernant le niveau élevé de la dette publique. Au-delà du niveau stratosphérique de la dette, c'est la vitesse à laquelle cette dernière croît qui est inquiétante. Les États-Unis ajoutent désormais 1'000 milliards de dollars de dette tous les 5 mois, autrement dit une progression cinq fois plus rapide que dans les années 2000. Le service de la dette est en passe de devenir le troisième poste de dépenses du gouvernement fédéral américain, devant les dépenses de défense. Avec plus de 8'400 milliards de dollars de bons du Trésor à refinancer d'ici la fin de l'année, l'afflux de nouvelles émissions souveraines pourrait contribuer à maintenir une pression haussière sur les taux. D'autant que le marché obligataire a déjà été fortement sollicité ces derniers mois par les importantes émissions de dette destinées à financer le développement de l'intelligence artificielle.



Source : Bloomberg Finance L.P.

Coup de projecteur

Troisième trimestre 2026

En Europe, la situation est comparable, mais avec certaines nuances. L'inflation induite par la situation géopolitique semble davantage problématique en raison d'une plus forte dépendance aux importations d'énergie. Par ailleurs, contrairement aux États-Unis, où l'économie continue d'afficher une résilience notable, la zone euro évolue dans un contexte de croissance plus modérée, ce qui rend les niveaux de taux actuels moins soutenables qu'outre-Atlantique. Le rendement du Bund allemand à 10 ans a également progressé et évolue désormais à des niveaux inédits depuis la crise de la dette souveraine européenne de 2010. Cette remontée des taux place les gouvernements européens dans une situation délicate, alors qu'ils doivent refinancer d'importants volumes de dette à des coûts nettement plus élevés.

Dans ce contexte global, la Suisse n'est pas épargnée mais demeure un pôle de stabilité. Malgré une tendance similaire, avec une hausse de 0.35 point de pourcentage sur un an et de 0.19 point de pourcentage sur le trimestre, le rendement des obligations de la Confédération à 10 ans s'établit à 0.58 % fin septembre 2026. Ce niveau reste exceptionnellement bas par rapport aux autres grandes économies, reflétant la stabilité monétaire, la rigueur budgétaire et l'environnement inflationniste très modéré du pays.

La Banque nationale suisse (BNS) maintient toujours son taux directeur à 0 % et certains économistes s'attendent à ce qu'il reste à ce niveau jusqu'à fin 2027. De leur côté, les marchés anticipent une première hausse en mars 2027. Grâce notamment à la vigueur du franc, l'inflation suisse demeure maîtrisée, avec des prévisions en légère hausse mais inférieures à 1.25 % pour les années à venir. L'économie suisse a enregistré une croissance de +1,9 % au deuxième trimestre 2026, soit le rythme le plus soutenu depuis 2021, portée par les exportations et un cours de change favorable. La Suisse continue de bénéficier de sa réputation de havre de stabilité, avec des taux longs bas et relativement stables.



Alexandre Chassot
Analyste financier

Positionnement et perspectives

Troisième trimestre 2026

La discipline comme boussole

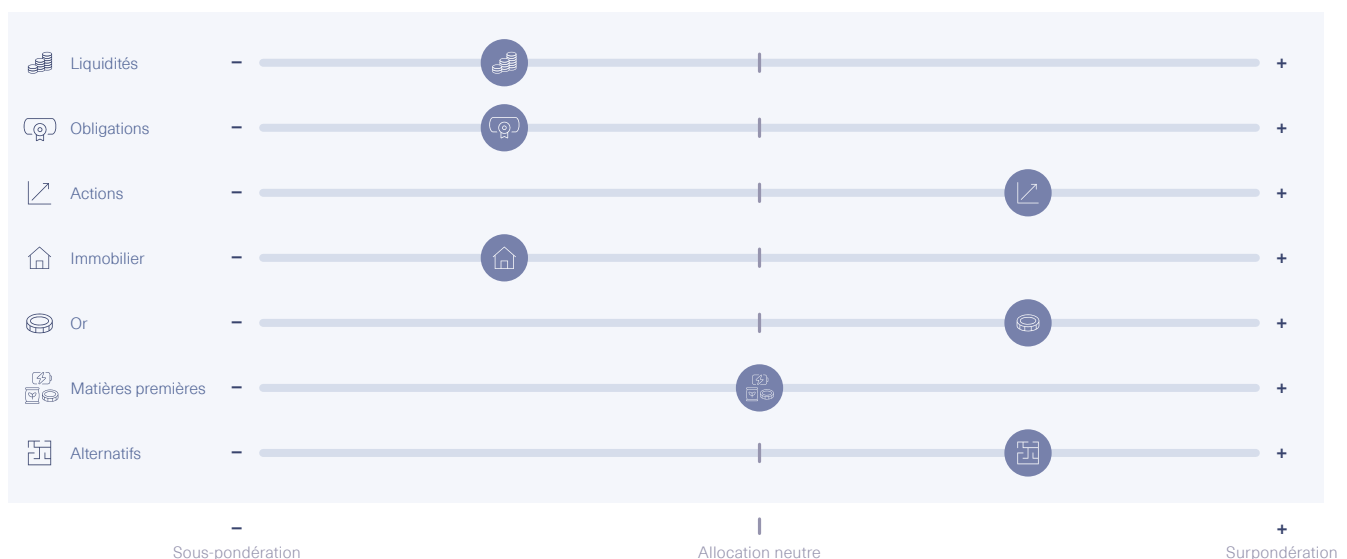
Au cours du trimestre, nous avons maintenu une approche d'investissement fondée sur les principes qui guident notre gestion : diversification, discipline et vision à long terme. Nous privilégions ainsi des instruments offrant une exposition étendue à de nombreux titres, afin de réduire les risques spécifiques et de renforcer la robustesse des portefeuilles. En ce qui concerne les actions, nous continuons également de privilégier le marché suisse, dont les niveaux de valorisation sont inférieurs à ceux observés sur plusieurs marchés internationaux. Plutôt que de tenter de prévoir les fluctuations à court terme, nous avons poursuivi une gestion pragmatique reposant sur des adaptations progressives et réfléchies. Dans ce cadre, nous avons décidé de renforcer notre positionnement en actions suisses et internationales dès le début du trimestre, au détriment des obligations et des liquidités.

Les perspectives à court terme demeurent marquées par un niveau élevé d'incertitude, les investisseurs devant composer avec le retour simultané de plusieurs facteurs de risque. L'attention se porte désormais principalement sur l'évolution des pressions inflationnistes, récemment alimentées par la forte remontée des prix de l'énergie. Le retour du prix du pétrole à des niveaux élevés a ravivé les interrogations quant à la trajectoire future de l'inflation mondiale et à son impact sur les décisions des banques centrales. Dans ce contexte, les autorités monétaires continuent d'adopter une approche dépendante des données économiques, alors que les marchés réévaluent progressivement l'hypothèse d'un maintien des taux à des niveaux élevés durant une période prolongée.

Parallèlement, la reprise des taux obligataires à long terme constitue un élément à surveiller. Une poursuite de cette remontée pourrait engendrer une volatilité accrue sur les marchés financiers et peser sur certaines valorisations, en particulier dans les segments les plus sensibles aux taux d'intérêt comme les obligations, les fonds immobiliers et les valeurs technologiques. Une poursuite de la hausse des taux devrait avoir un impact relativement limité sur nos portefeuilles, compte tenu de notre sous-pondération aux obligations et de notre positionnement moins exposé au risque de taux sur cette classe d'actifs. À l'inverse, une accalmie sur le marché obligataire contribuerait à améliorer la visibilité des investisseurs et à favoriser une prise de risque plus marquée sur les marchés financiers.

Pour conclure, l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient restera déterminante pour les marchés au cours des prochaines semaines. Une détente des tensions avec un accord crédible et durable pour toutes les parties pourrait marquer une stabilisation des flux énergétiques mondiaux et favoriserait un recul des prix du pétrole et un apaisement des risques inflationnistes. À l'inverse, toute dégradation de la situation ou perturbation supplémentaire des approvisionnements pourrait maintenir les prix de l'énergie à des niveaux élevés, renforçant la prudence des banques centrales et prolongeant l'environnement de volatilité observé sur les marchés au cours de ces derniers mois.

Positionnement BCF



Disclaimer

Exclusion de garantie et de responsabilité

La Banque Cantonale de Fribourg (ci-après « la BCF » ou « la Banque ») a apporté le plus grand soin à la composition du présent document. Les informations proviennent de sources considérées comme fiables et dignes de foi. En dépit d'une démarche professionnelle et diligente, la BCF n'est pas en mesure de donner une assurance explicite ou implicite ou une garantie (y compris, mais sans s'y limiter, à l'égard des contenus fournis par des tiers) quant à l'exactitude, la fiabilité, l'exhaustivité, l'adéquation et l'actualité des informations, des appréciations et des chiffres présentés. Elle se réserve le droit de les modifier ou de les supprimer en tout temps, et ce, sans préavis. Toute décision fondée sur ces informations est donc prise aux seuls risques du destinataire et/ou de l'utilisateur de ces dernières. Les chiffres relatifs aux performances se réfèrent au passé et ne doivent pas être interprétés comme une garantie de résultats futurs favorables. De même, les prévisions de performance ne sauraient servir d'indicateur fiable de la performance future.

La BCF, ainsi que ses administrateurs, membres de la direction, directeurs et employés déclinent toute responsabilité pour des investissements, pertes, manques à gagner, dommages ou préjudices, éventuels, directs ou indirects, des coûts, des réclamations, des frais ou des dommages de quelque nature que ce soit, contractuels ou délictuels, négligence comprise, consécutifs à l'utilisation et/ou à l'accès aux informations, indications, appréciations, produits et/ou services présentés dans ce document. Ces derniers peuvent être modifiés en tout temps, sans préavis et sans obligation de communication.

Absence d'offre ou de recommandation

Les informations et appréciations fournies dans le présent document ont été élaborées pour un usage personnel et dans un but exclusivement informatif. Elles ne sont pas juridiquement contraignantes et ne constituent en aucun cas une offre, un appel d'offre, une sollicitation, un conseil ou une recommandation d'achat/vente de titres ou d'instruments financiers, un conseil ou une recommandation de procéder à une transaction d'une autre nature ou de conclure un acte juridique.

Le présent document ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus au sens des articles 35 et suivants de la Loi fédérale du 15 juin 2018 sur les services financiers (LSFin).

Par ailleurs, le présent document ne constitue pas une analyse financière au sens des « Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière » éditées par l'Association suisse des banquiers et n'est donc pas soumis à ces dernières.

Seuls les documents contractuels y compris les Conditions générales et règlements de la BCF feront foi pour les conditions applicables aux relations conclues avec la Banque.

Clientèle cible et risques liés aux instruments ou services financiers

Les informations fournies dans le présent document sont réservées au seul usage de son destinataire. Ces informations ont un caractère général, ne constituent en aucun cas un conseil juridique, comptable ou fiscal, et n'ont pas pour vocation de fournir un conseil en placement. Le présent document ne prend pas en compte les stratégies et objectifs de placement, la situation financière et les besoins particuliers de chaque destinataire et/ou utilisateur dudit document.

Ces informations ne dispensent pas le destinataire et/ou l'utilisateur du présent document de la nécessité de prendre ses propres décisions. Les décisions de placement ou patrimoniales ne peuvent donc pas se fonder sur les seules informations ou appréciations figurant dans le présent document.

La Banque recommande à tout investisseur d'évaluer en toute indépendance, avec l'aide d'un conseiller financier professionnel, les risques financiers spécifiques ainsi que les conséquences encourues sur les plans juridique, réglementaire, fiscal, comptable et en termes de crédit. Nos conseillers restent à votre disposition pour un examen spécifique de votre profil de risque d'investisseur et pour vous renseigner sur les risques inhérents à toute opération.

Par ailleurs, avant d'effectuer une transaction, les investisseurs sont invités à étudier son adéquation avec leur situation personnelle, leurs connaissances, leur expérience professionnelle et leurs objectifs propres. Les investisseurs ne doivent effectuer des placements et transactions ou prendre tout autre décision qu'après une lecture approfondie et une compréhension des documents utiles, en particulier de notre brochure « **Informations sur la protection des investisseurs** » et de la brochure « **Risques inhérents au commerce d'instruments financiers** » de l'Association Suisse des Banquiers (ASB), disponibles sur notre site internet (www.bcf.ch). Diverses informations complémentaires (ex. : prospectus ou feuille d'information de base) sont remises par la Banque de manière appropriée aux investisseurs lors de chaque proposition d'investissement dans le cadre de services de conseils en placement. Les informations qui figurent dans ces brochures sont conformes à l'obligation d'information au sens des articles 8 et suivant de la Loi fédérale du 15 juin 2018 sur les services financiers (LSFin) et 6 et suivants de l'Ordonnance du 6 novembre 2019 sur les services financiers (OSFin).

Les placements financiers, en particulier l'acquisition d'instruments financiers tels que définis par la LSFin, sont soumis à des risques, parmi lesquels figurent notamment la perte totale du capital investi et l'obligation d'effectuer un versement complémentaire en fonction des circonstances. Certains placements peuvent subir des fluctuations de cours importantes et être sujets à des dépréciations soudaines et massives. Les instruments financiers et titres en monnaies étrangères sont en outre exposés aux fluctuations des taux de change qui peuvent avoir une incidence négative sur le prix, la valeur ou le rendement d'un instrument financier. La BCF ne peut donc fournir aucune garantie sur la performance des instruments, produits ou services financiers et les investisseurs doivent être en mesure de supporter notamment les risques précités.

Conflits d'intérêts potentiels

La BCF, ses administrateurs, membres de la direction, directeurs et/ou collaborateurs sont susceptibles de détenir, avoir détenu ou détenir à l'avenir des intérêts ou des positions longues ou courtes sur certaines valeurs ou instruments financiers, qu'ils peuvent acquérir ou vendre en tout temps, ou d'avoir réalisé des transactions sur des instruments financiers en qualité de teneur de marché ou d'agent. Ils ont pu et peuvent avoir des relations commerciales avec les émetteurs de certaines valeurs, leur fournir des services de financement d'entreprise, de marché des capitaux ou tout autre service en matière de financement. Par ailleurs, il est possible que des administrateurs de la BCF, membres de la direction, directeurs et/ou collaborateurs aient déjà exercé, exercent actuellement ou exercent à l'avenir certaines fonctions pour le compte des émetteurs d'instruments financiers, par exemple en tant qu'administrateurs. La BCF, ses administrateurs, membres de direction, directeurs et/ou collaborateurs sont donc susceptibles d'avoir un intérêt dans la performance future d'instruments financiers.

À tout moment, les décisions de placement (y compris l'achat, la vente ou la détention de titres) prises par la BCF, ses administrateurs, membres de la direction, directeurs et/ou collaborateurs peuvent différer ou être contraires aux appréciations exprimées dans le présent document.

Restrictions légales et réglementaires

La diffusion, la consultation et l'utilisation de ce document peuvent être interdites ou sujettes à des restrictions légales ou réglementaires pour des personnes qui, en raison de leur nationalité, siège commercial, domicile ou d'autres motifs, sont dépendantes d'un autre ordre juridique que la Suisse qui interdit (ou restreint) aux prestataires de services financiers étrangers d'y exercer une activité commerciale ou qui interdit ou restreint aux personnes morales et physiques qui lui sont soumises d'accéder à des informations de prestataires de services financiers étrangers. Ces restrictions s'appliquent notamment aux personnes résidant au Canada, aux États-Unis, au Japon, et dans les États ayant mis en œuvre la Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil européen du 23 septembre 2002, ainsi que tous les autres États dont l'ordre juridique interdit ou restreint la publication d'informations financières de prestataires de services financiers étrangers. La diffusion, la consultation et l'utilisation de ce document ne sont autorisées que dans la limite de la loi et des réglementations applicables.

Il est possible que les produits et services présentés dans le présent document ne soient pas disponibles ou autorisés pour les personnes dépendant d'une autre juridiction que celle de la Suisse. Il appartient au destinataire et/ou à l'utilisateur du présent document de se renseigner sur les restrictions de vente relatives aux produits et services en question.

Copyright

La BCF détient les droits de propriété intellectuelle, notamment les droits d'auteurs, marques et brevets, sur l'intégralité du présent document, que ce soit sur les textes, les données graphiques ou le logo, sous réserve de droits appartenant à des tiers. La transmission, l'utilisation, la traduction ou la reproduction de manière modifiée ou non, directe ou indirecte, partielle ou intégrale du présent document, sont formellement interdites sous réserve de l'autorisation préalable écrite de la BCF et de la mention de la source correspondante.

Droit applicable et for

Toutes les relations juridiques éventuelles entre le destinataire, respectivement l'utilisateur du présent document et la Banque sont soumises au droit suisse. Le for exclusif est à Fribourg.

Fonds BCF/FKB (CH) FUNDS

Les fonds BCF/FKB (CH) FUNDS ne sont pas durables au sens de l'autorégulation de l'Asset Management Association Switzerland (AMAS). Le prospectus avec contrat de fonds, le KID ainsi que les rapports annuels et semestriels sont disponibles gratuitement auprès de la Direction du fonds GERIFONDS SA, Rue du Maupas 2, Case postale 691, 1001 Lausanne (www.gerifonds.ch).



Bd de Pérolles 1
Case postale
1701 Fribourg

0848 223 223
www.bcf.ch